

Gemeentewet.

De Gemeenteraad,

Gezien artikel 242bis van de Nieuwe gemeentewet bepaalt dat binnen de drie maanden na de verkiezing van de schepenen, het college een algemeen beleidsprogramma omvattend de belangrijkste beleidspunten voor de duur van zijn mandaat voorstelt aan de Gemeenteraad ;

Aangezien iedere politieke groep vertegenwoordigd in de Gemeenteraad zich heeft kunnen uitspreken omtrent de inhoud van het algemeen beleidsprogramma voorgesteld door het Schepencollege ;

KEURT

het algemeen beleidsprogramma voor de jaren 2018-2024 goed.

Dit beleidsprogramma zal bekendgemaakt worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 112 en op de door de gemeenteraad voorgeschreven wijze.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 17 positieve stemmen, 11 onthoudingen.

Onthoudingen : Alain Wiard, Philippe Desprez, Jos Bertrand, Sandra Ferretti, Eric Godart, Martin Casier, Alexandre Dermine, Laura Squartini, Florence Lepoivre, Christine Roisin, Laurent Van Steensel.

Les Bourgmestre et Echevins lisent la déclaration de politique générale (annexe).

Alexandre Dermine :

« DÉFI a pris connaissance de la déclaration de politique générale présentant le programme de majorité pour les 6 ans à venir. Nous sommes surpris de découvrir une déclaration pour le moins légère, trop sans doute pour refléter l'ambition que la majorité veut porter dans les premières lignes du texte. Premièrement, des mesures comme l'immersion ou le projet Archiducs Sud étaient déjà présents dans la déclaration de politique 2006. Espérons simplement qu'elles ne se trouveront plus dans l'exercice 2024. Par ailleurs, certains chapitres nous semblent incomplets, voire manquants, pour avoir pleinement l'ensemble des problématiques rencontrées à Watermael-Boitsfort. Nous pensons particulièrement aux chapitres lié à la sécurité, à l'emploi, au bien-être animal, au logement ou aux seniors, sujets qui ne comptent que trois mesures alors que cela représente pourtant 1/5^{ème} de la population comme vous l'écrivez vous-même dans votre déclaration. Nombre de mesures proposées sont floues à nos yeux : « étudier la faisabilité », « analyser l'opportunité » ou encore « analyser la possibilité »... Ce vocabulaire ne permet pas de discerner clairement la volonté de la majorité sur les sujets en question. Est-ce dû au grand écart politique des partenaires qui composent la majorité ? L'avenir nous le dira. En parlant de priorité, l'article 242bis de la NLC dont il est question prévoit une note d'orientation à 3 ans mais aussi un plan budgétaire présenté sous forme d'estimations et de perspectives, l'évaluation des priorités et mesures. Sans ce second outil, difficile de faire le tri dans vos propositions et dans votre catalogue et impossible de discerner vos vraies priorités pour les 6 ans à venir. Nous en profitons donc pour vous demander quand le budget et le plan de gestion seront abordés au conseil communal.

Venons-en au document que vous présentez. Nous nous réjouissons d'y trouver plusieurs initiatives portées et défendues par Défi. Quand quelque chose est bon, il faut pouvoir le dire. Faisons le point chapitre par chapitre.

Gouvernance, transparence, information : nous nous réjouissons de voir apparaître le budget participatif et la diffusion des conseils communaux en direct. Nous serons néanmoins attentifs à connaître les modalités qui vont définir ces budgets participatifs et verrons cela lors de l'exercice budgétaire à venir. Par contre, nous sommes très déçus de voir qu'il n'y a rien sur le magazine 1170 qui est pourtant un outil de communication principal de la commune. Rien sur les publications en ligne

des budgets de la commune et sur l'information au public lors de grands événements ou de grands chantiers comme celui de la place Keym, notamment le fait de diffuser en soirée ce type d'informations et non en journée, ce qui a été une des raisons du fiasco sur le projet place Keym. En ce qui concerne les finances, nous ne comprenons toujours pas pourquoi la majorité continue à faire dormir les deniers publics sur des comptes. Ces deniers sont financés par les impôts : un scénario serait d'augmenter le patrimoine foncier de la commune pour pouvoir le valoriser et l'utiliser à bon escient pour d'autres projets et d'autres politiques. Par ailleurs, nous ne trouvons rien concernant Be Home, un soutien en tout cas au tax shift régional, et nous ne trouvons rien concernant un éventuel plan pluriannuel sauf pour les infrastructures sportives.

Economie : nous nous réjouissons du projet de revitalisation du Syndicat d'Initiative parce que l'outil était en tout cas peu efficace et peu propice au dialogue avec les commerçants. Nous serons attentifs à ce genre de missions.

Sur l'emphytéose place Keym, nous sommes surpris de voir les versions discordantes qui existent entre ce texte et différentes sorties de presse qui ont eu lieu cette semaine. A vous lire dans la presse, je peux dire que de nombreux commerçants ont remis leur bouteille de champagne au frigo. Rien non plus sur la gestion des cellules commerciales Un guichet d'économie locale ou à tout le moins une collaboration avec les instances régionales et en particulier Hub. Dans le titre, vous parlez de relations européennes, je ne vois pas un mot dans le texte qui parle de cela. Rien non plus sur l'emploi, à part peut-être les articles 60 que l'on retrouve dans d'autres chapitres.

CPAS et cohésion sociale : nous sommes ravis de voir une initiative concernant le centre pour sans-abris et l'éventualité de promouvoir l'égalité des chances, mais nous attendons de voir les pistes concrètes pour réaliser ces projets.

Nous félicitons aussi la majorité pour le projet de l'EPN, nous soutiendrons la majorité dans ce projet car il permet de lutter contre la fraction numérique. Par contre, nous nous demandons si c'est la mission d'une maison de quartier de s'occuper de l'intégration et quels seront les moyens qui seront mis à disposition pour cette mission ? Nous sommes tristes de ne pas voir évoqués les logements « kangourou », qui permettent une cohésion intergénérationnelle. Pour les seniors, nous l'avons déjà dit précédemment, c'est un point qui nous semble fort léger : 3 mesures pour traiter 1/5^{ème} de la population boitsfortoise . Vous parlez de projets concrets pour tisser des liens, quels sont-ils ? Un centre d'accueil de jour pour les plus âgés, d'accord, mais nous sommes assez surpris de ne rien voir sur Vivre Chez Soi, même s'il s'agit d'une asbl, car c'est un projet important qui permet aux seniors de rester chez eux.

Petite enfance : le guichet unique est une très bonne nouvelle mais nous aurions souhaité aller un pas plus loin : pourquoi ne pas lier le réseau des accueillantes et des haltes-accueil à un réseau de crèches communales ? Par ailleurs, nous ne trouvons rien concernant les horaires d'ouverture des crèches et notamment pendant les congés.

Enseignement : le programme est assez ambitieux, nous le reconnaissons. C'est une bonne chose car notre avenir passe par l'éducation de nos enfants. Cela étant le groupe Défi sera très attentif au budget qui sera alloué pour pouvoir réaliser les mesures proposées. Nous avons déjà marqué un point qui nous semble interpellant : vous demandez de renforcer l'encadrement des études alors que votre action vise à diminuer cette offre d'études et à remplacer les professeurs par des auxiliaires. Nous aimerions savoir quelles sont les mesures concrètes que vous allez mettre en place pour remédier à ce que vous avez vous-mêmes créé lors de la majorité précédente. Rien sur les travaux à la Futaie, ne parlons pas non plus des classes vertes ou des classes de neige, rien sur le lien jeunesse-culture, ni de collaboration avec la Brise qui est pourtant demandeuse. Un petit mot au passage : est-il possible d'envisager des journées portes ouvertes des écoles communales en dehors des heures classiques, ce serait un plus.

Sport-Santé-Loisirs : nous sommes ravis de voir des mesures qui concernent la politique d'intégration sociale par le sport et curieux de voir quelles seront les mesures concrètes pour y arriver. Nous sommes en tout cas déçus de ne rien voir sur le réaménagement des infrastructures sportives au Floréal, la question de l'aménagement de l'agora sportive aux Tritomas et le soutien à la médecine préventive pour ce qui est de la santé.

Sécurité : nous l'avons dit, le problème semble quasi inexistant – pas de plan lumière ambitieux, rien sur la sécurité routière et rien non plus sur l'application des SAC aux jeunes ni sur les mesures judiciaires alternatives.

Logement : le chapitre est fort maigre. Quota de logements accompagnés pour le public le plus fragilisé : qu'entendez-vous par-là ? Est-ce pour les primo-arrivants, les sans-abris et combien de logements prévoyez-vous sur le projet gare de Boitsfort ? Nous sommes déçus de ne rien voir sur le projet Loutrier, qui peine un peu à remplir ses murs. Vous ne prévoyez aucune solution dans votre plan pour l'offre de logements destinés aux revenus moyens. On sait que la classe la plus touchée est la classe moyenne qui ne peut plus se loger à Boitsfort. Son accès est aussi relativement limité par le texte de la majorité.

Espaces verts-Environnement-Propreté : vous parlez de maintenir un taux d'exposition aux ondes électromagnétiques faible, comment comptez-vous mettre en place des mesures pour lutter contre cela ? Actions propreté, très bien. Pourquoi ne pas solliciter la collaboration avec les écoles dans le cadre d'opérations que nous avons menées, nous nous rendons compte que les environnements d'écoles sont fortement touchés. C'est un point d'attention que vous devez avoir en tête. Nous ne trouvons rien en ce qui concerne le parc Tournay, la politique de fleurissement dans la commune, chère aux majorités précédentes. Nouveau programme de balayage en rue, rien. Lutte contre les nuisances sonores et particulièrement celles des avions, rien.

Energie : programme assez ambitieux et précis en termes de prévention et de monitoring. Néanmoins, nous ne voyons pas de mesures concrètes pour pouvoir réduire la facture énergétique des bâtiments publics par l'isolation.

Mobilité : chapitre qui est assez vidé par le premier point, dommage de ne pas trouver les jalons du plan communal de mobilité que vous nous vendez. Ainsi, nous ne trouvons rien sur la mobilité des PMR, les deux roues motorisées, la réalisation de SUL dangereuses, une éventuelle prime pour les vélos électriques et la sécurisation des passages piétons.

Travaux publics : l'échec de la concertation place Keym lors de la précédente majorité doit-il aboutir à une rénovation au rabais ? Et nous ne trouvons rien sur les plans des trottoirs et voiries hormis pour le Logis et le Floréal. Nous aurions aimé aussi voir un plan pour un meilleur accompagnement de chantier pour éviter le scénario que nous avons connu à la plaine de jeux Bien-Faire.

Culture et Patrimoine : c'est un programme intéressant, notamment le travail avec des acteurs de terrain et particulièrement avec l'Espace Mémoire, néanmoins nous ne trouvons aucune mesure concrète pour rendre la culture plus accessible et nous sommes surpris de ne plus rien voir concernant la Fête des Fleurs.

Au final, si nous pouvons nous réjouir de pouvoir appliquer certaines mesures portées par Défi pendant la campagne, nous restons un peu sur notre faim pour ne pas dire beaucoup, pourtant la déclaration de politique communale n'est pas une simple obligation légale à la charge de la majorité, c'est avant tout un document de références permettant d'informer la population du projet de majorité pour ensuite en faire le bilan en fin de législature ».

Martin Casier : « La déclaration de politique générale est un moment important, parce que la majorité faite d'une coalition, traduit, analyse et propose à ses citoyens un projet, un compromis des différentes tendances qui la composent. Mais pour que cette déclaration de politique générale soit à la fois comprise par les citoyens et un moment démocratique sain et efficace dans un conseil communal, il faut qu'elle soit suffisamment précise pour être comprise et analysée par les membres de l'opposition. Je pense que mon collègue de DÉFI à très bien traduit le sentiment que nous avons eu à la lecture de ce document. Trois mois pour neuf pages. La qualité d'un document ne se mesure certes pas au nombre de pages mais à la qualité des propositions, à la concrétude de celles-ci, à leur analyse budgétaire et à leur définition précise. Outre les éléments langagiers cités par Monsieur Dermine – « évaluer », « analyser la possibilité », « analyser la volonté »... qui ne sont en rien des termes précis – nous constatons aussi qu'aucun travail budgétaire n'a été réalisé à ce stade. Cela nous met nous, opposition, que nous voulons constructive, dans une situation complexe parce que nous devons nous positionner